



Variant anglais L'inquiétude gagne dans les collèges et les lycées

PAGE 10

SOCIÉTÉ

L'école ouverte... jusqu'à quand ?

Les établissements échappent aux restrictions dures malgré des contaminations en hausse. Des professeurs demandent à être rapidement vaccinés.

PAR THOMAS POUPEAU

« **NOUS MAINTIENDRONS** le parti pris de laisser les écoles ouvertes et de préserver l'éducation de nos enfants. C'est un choix qui nous distingue de beaucoup de nos voisins et que nous entendons préserver autant que possible. » Ne rien changer, ou presque, à l'école : voilà ce qu'a annoncé le Premier ministre, Jean Castex, jeudi soir, à rebours des restrictions mises en place pour 16 départements où l'épidémie progresse. Seules retouches à partir de ce matin : effectifs en demi-jauges pour tous les lycées dans les territoires en rouge, et l'éducation physique (EPS) désormais autorisée en intérieur.

Ce sont 2 018 classes qui sont désormais fermées, selon les derniers chiffres de l'Éducation nationale donnés vendredi, contre 833 la semaine précédente. Certes, c'est seulement 0,4 % des classes du pays, mais l'augmentation est spectaculaire. Par ailleurs, 15 484 élèves ont été testés

positifs au Covid, contre à peine plus de 900 huit jours avant : 1 809 personnels sont positifs, soit 700 de plus que le 12 mars.

« On a de plus en plus de remontées de terrain au sujet de personnels, notamment des surveillants, arrêtés pour des cas de Covid-19 », confirme Sophie Vénéitay, porte-parole du Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré. De l'avis de nombreux spécialistes, l'école et la cantine, où l'on tombe le masque, sont « le talon d'Achille assumé du dispositif », résumait l'épidémiologiste Arnaud Fontanet dans « le Journal du dimanche ».

Le taux d'incidence inférieur à celui de la population générale

Dans ces conditions, que change la « demi-jauge » dans les lycées ? En clair : un élève sur deux pourra aller chaque jour dans l'établissement ; 1 021 lycées, de l'Île-de-France aux Hauts-de-France, sont

concernés. « C'est une bonne mesure, d'autant qu'à l'approche du bac, certains avaient tendance à faire du présentiel forcé », reconnaît Sophie Vénéitay, qui rappelle que les deux tiers des établissements étaient déjà en hybride. « Je suis rassurée de savoir que ma fille est en demi-groupe, il y a moins de brassage, moins de chances qu'elle soit en contact avec un porteur du virus », renchérit Catherine, une maman de Seine-Saint-Denis. Pour Philippe Vincent, du syndicat des personnels de direction (SNPDEN-Unsa), c'est « la dernière cartouche avant la fermeture sèche des établissements ».

Est-ce suffisant ? Quid des cantines, que le ministre de l'Éducation qualifie lui-même de « maillon faible » ? Les autorités les jugent trop nécessaires socialement. Ainsi, le principal levier, ce sont les tests salivaires, déployés depuis trois semaines, là où le virus circule le plus, pour con-

tourner les réticences des plus jeunes face à l'écouvillon nasopharyngé.

La semaine du 15 mars, avec un taux de volontariat de 80 % chez les élèves pour se faire dépister (contre 20 % pour les tests dans le nez), ce sont environ 250 000, sur les 300 000 déployés, qui ont pu être effectués. Résultat : le taux d'incidence relevé est entre 0,35 % et 0,5 % (soit 350 à 500 cas pour 100 000 personnes), a annoncé Jean-Michel Blanquer sur LCI hier soir, se félicitant que ce soit « un peu moins que dans la population générale ».

Les tests salivaires jugés insuffisants

Mais pour les enseignants, ces tests salivaires ne suffisent pas. Beaucoup réclament d'être vaccinés en priorité, comme l'ont écrit leurs syndicats dans un communiqué, au lendemain de l'intervention du Premier ministre. « Je vais travailler la boule au ventre. Je



suis enfermée dans une classe avec 25 petits propagateurs du virus sans masque ! La seule chose qui me rassurerait serait d'être vaccinée », résume Coline, enseignante en maternelle dans le Pas-de-Calais.

Mais le sujet ne semble pas à l'ordre du jour – le gouvernement ayant opté pour la protection des plus vulnérables dans l'immédiat. Pourtant, Jean-Michel Blanquer assurait récemment dans nos colonnes qu'« [il ferait] tout » pour que les profs reçoivent une dose en priorité en avril. « si des vaccins arrivaient en grand nombre ».

Reste que d'autres pays ont fait ce choix, fait remarquer Sophie Vénéitay, « pour protéger les profs et garder les écoles ouvertes ». C'est le cas en Espagne, au Portugal, en Italie et aux Etats-Unis, où le président Biden leur a promis une première dose avant fin mars.

92 305 décès en France

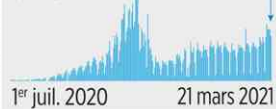
(depuis le 2 mars 2020, dont Ehpad, hors morts à domicile)

66 900* décès à l'hôpital (+ 138)
25 405* décès en Ehpad et étab. médico-sociaux (+ 94)**

25 926 pers. hospitalisées (+ 389)
dont **4 406** en soins critiques (+ 53)

Taux de positivité des tests
8 % (+ 0,1 pt)

Evolution quotidienne du nombre de cas confirmés en France
+ 30 581



Vaccin : évolution du nombre d'injections
7 927 771**
(dont 2 297 100 2^e doses)



SOURCES : SANTE.PUBLIQUE.FRANCE, MINISTERE DE LA SANTE, DATAGOV.FR

* Entre vendredi et mardi.

** Dernier chiffre disponible.





LP/JULIEN BARBARE

La cantine, où l'on tombe le masque, est considérée comme le « maillon faible » par le ministre de l'Education lui-même. Mais les autorités la jugent nécessaire socialement.

